



Caen le 18 avril 2019,

Lettre ouverte à Monsieur le Président du CHS-CT du Calvados,

Les agents sont la préoccupation principale des organisations syndicales du Calvados. Le CHS-CT est leur outil, notre outil pour améliorer les conditions de vie au travail, prévenir et agir contre les risques psychosociaux.

Nous dénonçons fermement l'attitude de l'Administration qui fait totalement le contraire des principes qu'elle édicte.

Que ce soit à la DGFIP, à la DGDDI, ou à l'INSEE, les réformes sont d'une telle ampleur qu'elles occultent totalement l'individualité des personnels, accroissant ainsi un stress insupportable au quotidien. Vous ne percevez visiblement pas les effets dévastateurs d'une telle politique de l'emploi menée tambour battant. Pourtant la première orientation ministérielle pour 2019 consiste à renforcer et accompagner l'évaluation et la prévention des risques professionnels.

Au delà des problématiques directionnelles, les agents dénoncent le projet de loi de transformation de la fonction publique qui est une véritable entreprise de démolition de leurs droits et du statut de la fonction publique. Par ce projet de loi, le gouvernement veut notamment acter :

- le recours accru aux contractuels,
- la disparition des CHS-CT par fusion des instances représentatives des personnels et création d'une instance unique de dialogue social,
- l'absence de consultation des CAP en matière de promotion, mutation, notation : la porte ouverte à l'arbitraire !
- La création d'une rupture conventionnelle pour le secteur public en cas de suppression de poste et mise en place de primes de départ volontaire,
- l'instauration d'une rémunération au mérite à titre collectif,
- la poursuite des suppressions d'emplois.

C'est la fin annoncée du statut général des fonctionnaires et un véritable saut dans l'inconnu pour de nombreux agents !
Le retrait de cette loi est pour les organisations syndicales, la seule alternative, car elle n'est ni amendable, ni modifiable.

Pour ces raisons l'intersyndicale appellera à une mobilisation massive le 9 mai prochain dans nos directions.

A la DGFIP, le projet de déconcentration de proximité, géographie revisitée ou autres termes selon l'humeur ou l'imagination galopante du ministre Darmanin remet gravement en cause le service public, les implantations territoriales mais également nos missions avec à la clé la suppression de milliers d'emplois.

Les promesses de maintenir des antennes sur la quasi-totalité du département du Calvados ne sont qu'un leurre pour faire passer la pilule, tout comme l'ouverture vers le travail à domicile ou à distance.

Dans l'Administration des Douanes la situation est tout autant dramatique. Les mesures bien trop floues, sans aucune lisibilité, liées au Brexit ont en fait catalysé toutes les revendications de ces dernières années. un tiers des effectifs a été supprimé en 20 ans dans la direction régionale. Les appels au secours des personnels sont ignorés, ce qui provoque un profond mécontentement comme rarement nous en avons connu. Le mépris avec lequel sont traitées les demandes légitimes des agents depuis toutes ces années vous rend aujourd'hui responsables de la contestation en cours.

Pire, les procédures disciplinaires engagées contre de nombreux douaniers n'accomplissant que leurs devoirs de fonctionnaires, protégeant les populations dans l'exercice de leurs missions, sont insultantes et humiliantes envers l'ensemble de la profession.

L'INSEE n'est pas en reste. Les attaques sur les droits des agents se multiplient :

- remise en cause des 35 heures par la suppression de jours de congés,
- Mise en place du télétravail qui désorganise le collectif,
- Risque de transformation de la direction en agence publique avec déjà un recours massif à des emplois de contractuels, mesures qui mettent en péril l'indépendance de l'institut.

Un comité hygiène et sécurité devait se tenir aujourd'hui. Les conditions d'organisation d'un débat serein ne sont pas réunies dans le contexte actuel. Les organisations syndicales du Calvados ont décidé de boycotter la première convocation du CHS-CT et appellent les agents à se mobiliser.